Développement agricole et gouvernance foncière à Tioroniaradougou (Nord de la Côte d'Ivoire)

Jérôme Aloko-N'guessan, Marthe Adjoba Koffi-Didia and Hamed Tiécoura Coulibaly

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/echogeo/15192>

DOI: 10.4000/echogeo.15192

ISSN: 1963-1197

Publisher

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Electronic reference

Jérôme Aloko-N'guessan, Marthe Adjoba Koffi-Didia and Hamed Tiécoura Coulibaly, "Développement agricole et gouvernance foncière à Tioroniaradougou (Nord de la Côte d'Ivoire)", *EchoGéo* [Online], 43 | 2018, Online since 22 March 2018, connection on 21 September 2021. URL: <http://journals.openedition.org/echogeo/15192> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/echogeo.15192>

This text was automatically generated on 21 September 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Développement agricole et gouvernance foncière à Tioroniaradougou (Nord de la Côte d'Ivoire)

Jérôme Aloko-N'guessan, Marthe Adjoba Koffi-Didia and Hamed Tiécoura Coulibaly

Introduction

- ¹ Longtemps caractérisé par une agriculture de subsistance fondée sur la production céréalière, le pays sénoufo (nord de la Côte d'Ivoire) bénéficie de nombreux projets porteurs d'innovations agricoles à partir de 1960. Il s'agit du plan cotonnier pour la culture de coton et des programmes de vulgarisation des cultures de mangues et d'anacardes pilotés par des sociétés d'encadrement. Ces initiatives stimulent le développement d'une économie de rente basée sur des productions destinées prioritairement à l'exportation. Ce nouveau contexte économique entraîne le développement progressif des plantations d'anacardiers et de manguiers et une redéfinition des stratégies d'appropriation des réserves foncières disponibles, gage d'une sécurisation du revenu agricole dans une zone où la croissance démographique impacte négativement la disponibilité des terres arables (Le Guen, 2004). Ainsi, depuis quelques années, la gouvernance foncière coutumière des terroirs sénoufo est confrontée à de nombreux bouleversements liés aux stratégies paysannes pour matérialiser leur droit d'aliénation. En plus des effets d'une économie de rente, la loi sur le foncier rural de 1998 introduit des modalités d'immatriculation individuelle des terres par la mise à disposition d'un certificat foncier. Pourtant dans le cadre de la gouvernance foncière des terres du terroir sénoufo, le collectivisme agraire constitue la principale modalité de gestion, car la terre appartient au lignage et non à l'individu. Cette gouvernance foncière coutumière combinée aux effets du développement

agricole amène les paysans à élaborer des palliatifs pour sécuriser leurs droits sur les ressources foncières.

- 2 C'est notamment le cas du terroir de Tioroniaradougou, une localité située à 7 kilomètres de la ville de Korhogo au Nord de la Côte d'Ivoire, dans la zone dense du pays sénoufo (illustration 1). Chef-lieu de sous-préfecture, cette localité résulte du regroupement des villages de Tioro 1 et de Tioro 2.

Illustration 1 - Localisation de Tioroniaradougou dans la région du Poro

Auteur : Hamed Tiécoura Coulibaly.

- 3 La densité de population est de 117 habitants/km² (Coulibaly, 2017). Cette localité connaît un dynamisme agricole fondée sur l'essor de la culture du coton et plus récemment de l'arboriculture (anacarde, mangue). Face à la pression foncière exercée sur les terres cultivables et la rentabilité économique des cultures de l'anacarde et du coton, les agriculteurs développent diverses stratégies de gouvernance foncière. Ces stratégies sont parfois contradictoires avec les principes de régulation coutumière du foncier. C'est pourquoi il apparaît opportun d'étudier ces nouvelles stratégies de gouvernance foncière. L'objectif de cet article est de connaître l'impact du développement agricole sur l'évolution des stratégies de gouvernance foncière à Tioroniaradougou. Il s'agit plus précisément de décrire les innovations agricoles locales, étudier les stratégies de gouvernance foncière locale et montrer le lien entre le développement agricole et l'évolution de ces stratégies de gouvernance foncière.

Méthodologie

- 4 La méthodologie utilisée s'appuie sur une recherche bibliographique et des investigations de terrain. L'enquête de terrain a été réalisée de janvier à avril 2017. Elle s'est déroulée en deux volets. Le premier a consisté à effectuer une série d'interviews avec le président du tribunal de Korhogo, le responsable du cadastre rural de la direction régionale de l'agriculture et du développement rural, le sous-préfet de Tioroniaradougou, le chef de canton et les chefs des lignages de ladite localité. Les interviews individuelles effectuées avec les autorités susmentionnées ont porté sur les conditions d'acquisition des terres conformément au droit coutumier et à la législation moderne, l'évolution des modalités de la gouvernance foncière coutumière et les facteurs explicatifs du développement agricole. Les interviews ont été complétées par des enquêtes de terrain, deuxième volet du travail de terrain. En l'absence d'une base de sondage fiable sur les chefs d'exploitation agricole, les producteurs de coton, d'anacarde et de mangue rencontrés dans les exploitations agricoles ont été interrogés au cours de la période d'enquête. Les producteurs de cultures de rentes, vecteurs de transformation des modes de gouvernance foncière, ont constitué la population cible de notre enquête. 94 chefs d'exploitation agricole ont été interrogés. Le questionnaire a porté sur les types de cultures produits par les paysans, les superficies cultivées, les modes d'acquisition des terres, les stratégies de gouvernance foncière mises en place pour imposer ou matérialiser leurs droits d'aliénation ou d'usage sur les parcelles cultivées.
- 5 Les résultats obtenus s'articulent autour de trois points essentiels à savoir les facteurs du développement agricole dans la zone d'étude, les stratégies de gouvernance foncière locale et les dynamiques des stratégies de gouvernance foncière.

Coton et arboriculture, moteur du développement agricole à Tioroniaradougou

- 6 Longtemps caractérisée par la production céréalière et des techniques rudimentaires, l'activité agricole à Tioroniaradougou se modernise avec les projets de développement des cultures de coton, d'anacarde et de mangue.

Le coton, un développement tributaire des politiques agricoles de l'État

- 7 Le coton est une culture ancienne à Tioroniaradougou. Les premières opérations de modernisation de la production sont élaborées par les colons. À partir de 1960, l'État ivoirien soucieux de promouvoir le développement d'une économie de rente dans le Nord ivoirien et spécifiquement à Tioroniaradougou met en place le plan cotonnier. Trois principales innovations sont introduites par l'État. Il s'agit du "mécanisme prix coton", de l'intensification et de l'introduction de la culture attelée.
- 8 Le "mécanisme prix coton" est initié en 1952 par la Compagnie Française pour le Développement du Textile (CFDT) pour protéger la rentabilité économique du coton des producteurs contre les fluctuations du prix mondial. Afin de maintenir ce mécanisme de garantie du revenu agricole, l'État ivoirien met en place la Caisse de Soutien et de

Stabilisation du Prix des produits agricoles (CSSPPA). L'abandon du caractère coercitif de la production cotonnière et la nouvelle fonction économique dévolue à cette culture sont également adossés à l'application de stratégies d'intensification. L'intensification de la production a été soutenue par la subvention des intrants, leur gratuité et l'encadrement des producteurs. Les semences et les insecticides ont été entièrement subventionnés par l'État et/ou fournis gratuitement aux paysans. Au cours de la campagne agricole de 1982-1983, les subventions à l'hectare s'estiment à 49 300 F CFA et le prix de commercialisation du coton passe de 80 F CFA/kg à 115 F CFA/kg (Séry, 2005). De 1978 à 1983, la charge des subventions annuelles de l'État pour le développement du coton passe de 165 millions de F CFA à environ 7 milliards de F CFA (Stessens, 2002). Ces avantages liés au coton stimulent le développement des surfaces emblavées et l'accroissement du nombre de producteurs de coton de Tiononiaradougou qui est estimé à 120 en 1983 (Coulibaly, 1984). Outre l'intensification, l'introduction de la traction animale entraîne une réduction de la force de travail et l'amélioration de la productivité. Le développement de la culture attelée est soutenu par la CSSPPA et la Banque Nationale de Développement Agricole (Séry, 2005). Les subventions affectées aux producteurs favorisent l'acquisition d'unités d'attelages, dont l'utilisation constitue une alternative aux contraintes liées à l'emploi de la main-d'œuvre agricole. Le coton est une culture exigeante qui nécessite des travaux d'entretien permanent. En l'absence d'une main-d'œuvre abondante, les travaux de labour, de semis et d'entretien prennent du retard sur le calendrier agricole. Ainsi, l'adoption de la traction animale permet d'y remédier et d'augmenter les surfaces de production. De 1970 à 1984, sous l'effet des aides financières et des subventions allouées, la surface de production cotonnière du terroir connaît une progression annuelle de 11 % (Coulibaly, 2017), pour une superficie totale de 230 hectares.

- 9 Les innovations et les mesures incitatrices mises en place pour l'essor cotonnier ont facilité l'adoption de la culture et l'expansion des superficies de production. Cependant, la disparition progressive des avantages liés à la production cotonnière à partir de 1984, ainsi que la volatilité du prix mondial de la fibre de coton associée à l'application des mesures d'ajustements structurels de l'économie ivoirienne, contribuent à l'effondrement des bénéfices tirés du coton. Cela se matérialise par la dissolution de la CSSPPA en 1999 et la suppression de l'aide à la production initiée par l'État. Face à la réduction et la suppression des subventions allouées, on assiste au passage d'un système à prix fixe à un système à prix minimum fixé pendant la période de récolte (Fok, 2006). La croissance du prix des intrants, la suppression de la gratuité des produits phytosanitaires en 1994 réduisent considérablement les rendements. Le prix de commercialisation, fixé tardivement en l'absence du soutien de la CSSPPA, ne connaît pas une évolution proportionnelle à ceux des intrants qui augmentent de manière significative, entraînant une forte diminution du revenu cotonnier. Cette situation a pour effet la réduction de l'effectif des producteurs qui passe de 207 en 1990 à 56 en 2016 (ANADER, 2016), pour une surface de production de 65 hectares. 27 % des enquêtés produisent du coton sur une superficie totale de 31 hectares.
- 10 Pour pallier aux effets négatifs de la libéralisation de la filière coton, les agriculteurs s'adonnent à la production de la mangue et de l'anacarde sur les parcelles anciennement dédiées au coton. Ces cultures pérennes ont été introduites sous la colonisation. Avant 1980, les superficies de production étaient faiblement représentatives dans le paysage agraire (Koffi-Didia *et al.*, 2016). Contrairement à la culture du coton, les prix d'achat étaient moins incitatifs. Avec l'implantation d'unité

de conditionnement de la mangue et l'amélioration de la valeur marchande des fruits en 1985 (Coulibaly, 2017), les paysans s'adonnent progressivement à l'arboriculture pour pallier la baisse des prix du coton. Ainsi, la production cotonnière est progressivement relayée par l'essor de l'arboriculture.

Le développement de l'arboriculture

- 11 Les principales cultures pérennes produites par la paysannerie locale sont l'anacarde et la mangue. Leur production s'étend sur une superficie estimée à 495 hectares (ANADER, 2016), soit une augmentation des surfaces de production de 45 % (Koffi-Didia *et al.*, 2016). Cette dynamique spatiale se fait au détriment des parcelles de coton. La régression des surfaces cotonnières au profit de celle de l'anacardier est également constatée par Kambiré (2010) dans le nord-est ivoirien, notamment dans la région de Bouna. En outre, la flexibilité de l'entretien des vergers et le décalage du calendrier agricole par rapport à celui des cultures vivrières favorisent leur essor. En effet, les travaux d'entretien des vergers coïncident avec la récolte du coton et des vivriers. De plus, la récolte de la noix de cajou et de la mangue s'effectue pendant la période de soudure. Le décalage de saison de récolte par rapport à celui du coton et des céréales permet aux producteurs de disposer de deux revenus agricoles sur l'année. Contrairement au coton qui est une culture exigeante et consommatrice d'intrant, la production et l'entretien des vergers d'anacardier ne nécessitent pas l'usage d'importantes quantités d'engrais et de produits phytosanitaires. L'utilisation d'intrant en quantité limitée augmente la plus-value des producteurs. Selon l'Autorité de Régulation Coton – Anacarde (ARECA), pour 1 kg d'anacarde produit, la charge d'exploitation maximale s'élève à 100 F CFA. Au cours de la campagne 2017, le « prix bord champ » de la noix de cajou est fixé à 440 F CFA/kg. Le producteur obtient une marge bénéficiaire minimale de 340 F CFA/kg après déduction des charges d'exploitation. Ce gain économique important constitue l'un des principaux facteurs incitateurs pour les producteurs. Aussi, entre 1991 et 2017, le prix de commercialisation de la noix de cajou connaît-il une évolution significative contrairement à celui du coton. Le prix de commercialisation du coton graine évolue respectivement de 90 F CFA/kg en 1991 à 265 F CFA/kg en 2017. Sur la même période, le « prix bord champ » de la noix de cajou passe de 85 F CFA/kg à 440 F CFA/kg. Contrairement au prix du coton qui est fixe, celui de la noix de cajou connaît des augmentations significatives en fonction de l'offre et de la demande sur le marché international. Pour la campagne 2017, le prix du kilogramme a atteint la valeur de 750 F CFA sur les marchés de Korhogo et de Tioroniaradougou. Outre l'anacarde, l'installation d'unités agro-industrielles de production, de conditionnement et d'exportation de la mangue à Korhogo stimule l'expansion des vergers. Tout comme en Côte d'Ivoire, au Togo et au Burkina Faso, les effets des politiques d'ajustement structurel constituent des facteurs de désenchantement pour les producteurs à l'égard de la production du coton. Selon Sokemawu (2014), dans le département de Tchamba (Togo), le développement récent de la production d'anacarde se fait au détriment de celle du coton. Elle constitue une nouvelle stratégie paysanne de diversification agricole face à l'amenuisement de la rentabilité économique cotonnière. Le revenu moyen annuel à l'hectare des producteurs d'anacarde et de mangue enquêtés est de 400 000 F CFA. Dans notre zone d'étude, la superficie moyenne cultivée par agriculteur est de 3 hectares. 75 % des producteurs de mangue et d'anacarde enquêtés produisent ces cultures sur des

parcelles anciennement utilisées pour la production du coton. Elle est estimée à une superficie totale de 191 hectares (Areca, 2016). 80 % des chefs d'exploitations enquêtés confirment qu'en plus des avantages économiques de l'arboriculture, la production de ces cultures spéculatives constitue une alternative à l'insuffisance de la main-d'œuvre agricole et permet d'éviter les dettes cumulatives de la production du coton.

- 12 Contrairement aux cultures annuelles, les cultures pérennes mobilisent les terres sur une longue durée. Le monopole exercé par les détenteurs des vergers sur le foncier conduit à l'exercice d'une nouvelle forme de gouvernance foncière, car la terre devient un moyen d'investissement à long terme dans ce terroir ancré dans des structures foncières traditionnelles.

Émergence de nouvelles stratégies de gouvernances foncières

- 13 Le développement d'une agriculture de rente impacte les stratégies de régulation foncière. La gouvernance foncière est un ensemble de dispositifs établis par des sociétés, les politiques et des individus dans le cadre de la régulation du droit d'usage foncier (Chauveau et *al.*, 2006). Gouvernance foncière collectiviste initialement basée sur les cultures annuelles, la gouvernance coutumière du foncier se transforme.

Une gouvernance foncière coutumière caractérisée par le collectivisme agraire

- 14 À Tioroniaradougou, dans le cadre de la gestion foncière coutumière, la terre n'appartient pas à un individu, elle est la propriété de la communauté. Considérée comme un bien commun, sa gestion est confiée au descendant le plus âgé du lignage. La succession se fait selon le principe du matriarcat. Seuls les neveux succèdent à leur oncle. Plus précisément, c'est le fils aîné de la sœur la plus âgée qui peut prétendre à la succession du chef de terre. Ce système matrilineaire en matière de succession repose sur le postulat selon lequel le cordon ombilical constitue l'argument le plus pertinent pour établir l'appartenance de la personne à la lignée (Coulbaly, 2006). En raison de sa fonction le chef de terre distribue les terres aux chefs de familles qui exercent une activité agricole. Dans notre zone d'étude, il existe plusieurs chefs de terres issus des différents lignages appelés localement *tarfolo*. Ils disposent d'un droit d'administration des terres concédées aux lignages et rendent compte au chef de canton qui est le garant des ressources foncières des lignages. Ils sont habilités à confier le droit d'usage des terres aux chefs de ménages de leur lignage. Cette gouvernance foncière coutumière est régie par plusieurs règles. Elle est adossée au principe d'incessibilité, car la terre relève de la propriété commune. Le principe du collectivisme exclut toute initiative d'aliénation du droit de propriété individuel. Seul le droit d'usage est admis. Les moyens d'y accéder sont le prêt, le don et l'héritage. Le prêt est exonéré de toutes transactions financières. L'acquéreur effectue des travaux d'entretien dans le champ du chef de terre et l'assiste pendant les événements heureux ou malheureux qui touchent sa famille. Ce mode d'attribution se fait généralement entre les autochtones et les étrangers (nationaux et non nationaux). Le prêt exclut la production des cultures pérennes. Seules les cultures annuelles sont autorisées (Kohlhagen, 2002). Contrairement au prêt, le don se pratique entre les membres du lignage. Le chef de

lignage octroie des parcelles à chaque chef de famille nucléaire afin de subvenir à ses besoins. Cette forme de transaction ne confère qu'un droit d'usage et non une cession définitive de la parcelle. Une parcelle collective est conservée pour l'exécution des travaux agricoles collectifs. L'accès à la terre comme héritage se fait selon le principe du matriarcat. L'acquisition de la parcelle par le neveu ne lui confère par un droit d'aliénation exclusif. Il n'est qu'un simple gestionnaire et ne détient qu'un droit d'usage transitoire sur le foncier et non un titre de propriété définitif (Coulibaly, 2006). Par ailleurs, la femme exploite généralement des parcelles qu'elle a négociées avec son époux, pour subvenir à ses besoins personnels et produire la nourriture quotidienne. Les bas-fonds considérés selon la croyance traditionnelle comme des espaces dont l'intensité du travail favorise l'impuissance chez l'homme (Kohlhagen, 2002), leur sont généralement concédés pour la production maraîchère. Dans la tradition, la femme constitue la principale main-d'œuvre.

- 15 Ainsi, la gouvernance foncière coutumière exclut toute initiative d'individualisme agraire. Cette interdiction est régulée par les valeurs cardinales de la vie communautaire sénoufo. Le principe de gestion collective des exploitations agricoles s'est pérennisé dans le cadre d'une économie de subsistance. Cependant, l'évolution de l'activité agricole et le caractère marchand des cultures participent à la transformation des principes de gouvernance foncière coutumière.

L'économie de rente, moteur de la transformation de la gouvernance foncière communautaire du lignage

- 16 Bien que les prémices de l'individualisme agraire aient été favorisées par l'application de l'abolition de la loi sur le travail forcé en 1946, le développement d'une agriculture de marché est considéré comme le principal vecteur de transformation des modalités de gestion collective de la terre à Tioroniaradougou (Basset, 2002 ; Kohlhagen, 2002). En effet, le développement de la culture du coton bouleverse les structures sociales de production agricole. La recherche d'un gain et les avantages liés à l'adoption de la culture du coton remettent en cause les modalités du droit d'usage collectif des terres du lignage. L'adoption de la culture du coton a permis d'acquérir des intrants pour la fertilisation des cultures vivrières et représente une source d'émancipation à l'égard du lignage. Les chefs de famille nucléaire disposant de lopins de terre octroyés par le chef de lignage pour la production exclusive du vivrier (Coulibaly, 1984) utilisent ces parcelles pour la production du coton, source d'accumulation de richesse (Le Guen, 2004). Ces décisions se généralisent sous l'effet des incitations permanentes des conseillers agricoles de la Compagnie Ivoirienne pour le Développement du Textile (CIDT) et en raison de la mauvaise gestion du revenu cotonnier des champs collectifs par les chefs de lignages qui s'accaparent le revenu agricole (Basset, 2002). La gestion individuelle des revenus des champs du lignage fragilise la gouvernance foncière collective. L'éviction du chef de lignage comme gestionnaire exclusif des terres de la famille matriarcale se renforce avec le développement de l'arboriculture. En effet, les cultures annuelles imposent la restitution des terres après chaque récolte, matérialisant un droit d'usage temporaire des ressources foncières du lignage par le paysan. Or, la production des cultures pérennes (l'anacarde et la mangue) se fait sur une durée minimum de 25 ans. Par conséquent, elle impose un droit d'usage prolongé sur le long terme. Ces plantations de cultures pérennes entraînent une mutation des droits d'usage traditionnel en droit d'aliénation sur la ressource foncière obtenu par

morcellement des parcelles du lignage. En effet, le droit acquis sur les arbres se transforme en droit de propriété sur la parcelle (Audouin et Gonin, 2014). Cette situation remet en cause la gouvernance foncière traditionnelle du lignage. La stratégie d'aliénation des droits d'usage de la terre pour la production des cultures pérennes pourrait s'expliquer par la rareté des terres liée à la charge démographique et à la dégradation des sols par la culture du coton. La charge démographique élevée du terroir (117 habitants/km²) entraîne des situations d'insécurité foncière et d'éventuelles revendications de droit d'usage au sein du lignage. Dans ce contexte d'augmentation de la densité démographique et de saturation foncière, l'anacarde participe à l'intensification et à l'affirmation des droits fonciers au sein des communautés.

- 17 A Tioroniaradougou, 75 % des producteurs de cultures pérennes ont obtenu l'espace de production par héritage. 86 % des terres obtenues par héritage sont le fait d'une succession matrilineaire contre 14 % par le système du patriarcat. Les acquéreurs du droit foncier par succession patrilineaire reconnaissent que seule l'acquisition des terres par le canal du matriarcat est admise selon les principes de gouvernance foncière coutumière. Cependant, avec le manque de terres, le morcellement progressif des terres des lignages et le développement de l'individualisme agraire, ces derniers ont décidé de maintenir leur droit d'usage sur la parcelle de leur père. Ils estiment que dans le principe de gestion coutumière du foncier, le potentiel neveu héritier doit aider l'oncle dans l'exécution des travaux agricoles et constituer la principale main-d'œuvre de ce dernier. Mais face à l'insuffisance de la main-d'œuvre agricole, les neveux sont maintenus dans l'exploitation agricole de leur père au détriment de celle de l'oncle. Les fils légitimes ayant assisté leurs défunts pères dans l'exécution des travaux champêtres n'acceptent pas de concéder l'exploitation agricole aux neveux. Leur position est renforcée par l'article 9 de la loi n° 64 -379 du 7 octobre 1964 qui s'applique en cas de conflit relatif à la succession. Cette loi ne reconnaît pas le système de succession matrilineaire. Elle a institué la transmission de l'héritage de père en fils. En cas de conflit foncier avec le neveu, la loi reconnaît le droit de propriété du fils sur le domaine, contrairement aux principes coutumiers. De plus, dans la localité étudiée, la cohabitation des Sénoufo avec les Dioula a favorisé l'expansion de l'islam. L'adoption de l'islam par les Sénoufo du terroir impacte sur les pratiques de succession (Kohlhagen, 2002). En effet, l'islam impose la succession patrilineaire. En conformité avec la loi ivoirienne, les fils du défunt utilisent également cet argumentaire religieux pour justifier leur droit d'accès à l'héritage foncier.
- 18 En plus de l'acquisition du droit foncier par le système du patriarcat, les détenteurs du droit d'usage utilisent les cultures pérennes comme un moyen de matérialisation de leur droit de propriété sur la parcelle. En effet, les vergers d'anacardiens et de manguiers monopolisent la terre sur une longue durée. L'exploitation de la parcelle sur une durée prolongée leur permet de matérialiser le droit d'usage qui se transforme dans le temps en droit d'aliénation. Cette stratégie de gouvernance foncière est également utilisée par certains agriculteurs qui résident hors du terroir. En effet, 23 % des vergers visités appartiennent à des autochtones de Tioroniaradougou qui résident à Korhogo, Dianrha et dans le sud de la Côte d'Ivoire. Ces non-résidents utilisent l'arboriculture comme moyen de pérennisation de leur droit sur des ressources foncières, qui font l'objet de convoitise par des membres de leur famille en leur absence. L'occupation des surfaces par les vergers modifie non seulement les agro-

systèmes, mais bouleverse aussi la gouvernance de la propriété foncière. Les systèmes de productions étaient caractérisés par l'alternance de cultures annuelles et de jachères. Avec l'essor de l'arboriculture, il n'existe pratiquement plus de jachères des terres. Aujourd'hui, les plantations d'anacardiens et de manguiers sont devenues des sources de propriété, car leurs détenteurs se considèrent comme propriétaires de la terre sur laquelle se trouvent leurs plantations. Contrairement aux autochtones, les allochtones ne peuvent élaborer de telles stratégies de captation de la ressource foncière, car l'interdiction formelle de planter des arbres sur les parcelles qui leurs sont prêtées est encore en vigueur. À l'image de Tioroniaradougou où, hormis pour les vergers agro-industriels, les arboriculteurs du pays sénoufo sont des autochtones (Kockmann, 2014 ; Konan *et al.*, 2016 ; Coulibaly, 2017 ; Konan *et al.*, 2017). Aussi, avec l'indisponibilité des terres, aujourd'hui les autochtones rechignent-ils à prêter des terres agricoles aux étrangers. Contrairement au pays sénoufo ivoirien, dans le sud-ouest du pays l'achat ou la location de terre pour la production de cultures pérennes est une pratique courante (Bikpo-Koffi *et al.*, 2015). Dans cette zone, le développement de l'arboriculture n'est pas un fait récent. Il est tributaire des politiques agricoles coloniales et du projet d'Aménagement de la Région du Sud-Ouest Ivoirien. Dans le sud-ouest du Burkina Faso l'essor de l'arboriculture connaît une dynamique similaire à celle de Tioroniaradougou.

- 19 Mais, à l'opposé de notre zone d'étude, les études de Audouin et Gonin (2014) et de Somé (2014) montrent que malgré l'accaparement des terres par les autochtones pour la production de l'anacarde, certains étrangers accèdent à la ressource foncière pour la pratique de cultures arboricoles. La compétition foncière a conduit à de nouveaux types d'accès. En effet, malgré le caractère inaccessibles des terres dans cette région, certains locataires obtiennent des arrangements avec leur tuteur autochtone, ou bien des autochtones avec leur chef de terre. Sur la base d'un accord oral ou sur la base d'une contrepartie financière ponctuelle ou régulière, ils renégocient des droits d'aliénation transitoire à condition de ne pouvoir revendre ou transmettre la terre sans l'accord de leur tuteur ou chef de terre. L'application d'un droit d'usage transitoire pour la production de cultures pérenne n'est pas encore instituée à Tioroniaradougou. L'interview réalisée auprès des chefs coutumiers et des producteurs montre un refus catégorique de ces derniers d'octroyer un droit d'aliénation transitoire aux étrangers. Ils estiment préférable de conserver les mesures coutumières existantes afin de se prémunir des conflits fonciers qui ont cours dans le sud ivoirien (Chauveau *et al.*, 2006). Cette méfiance des autorités coutumières et des chefs de terres est également renforcée par l'application du code foncier rural ivoirien de 1998. Ils considèrent que l'octroi d'un certificat foncier renforce l'autorité du bénéficiaire et affaiblit celle du chef de terre ou du chef de canton. Ainsi, malgré les initiatives étatiques pour faire cohabiter la législation foncière coutumière et le droit foncier moderne, gage d'une garantie d'investissement agricole, les autorités coutumières rechignent à donner leur approbation pour l'obtention d'un certificat foncier individuel dans le terroir.
- 20 En plus d'être un vecteur de pérennisation du droit d'usage des terres et de matérialisation du droit d'aliénation sur le foncier, l'arboriculture est également utilisée comme un moyen de délimitation des parcelles.

Le bariolage des exploitations agricoles, moyen de délimitation de la propriété foncière

- 21 Le bariolage des exploitations est une pratique qui se généralise dans le terroir. Elle consiste à marquer la limite des champs par des haies vives ou des haies mortes, pour matérialiser un droit de propriété ou protéger les cultures contre les dégâts des animaux (Poinsot, 2008). Les haies vives du terroir sont essentiellement composées d'anacardiers (illustration 3). Le choix de cet arbre obéit à une logique économique, car en plus d'être un moyen de protection des cultures et de délimitation de la propriété foncière, la noix de cajou récoltée est également commercialisée. Par ailleurs, la haie vive se pérennise dans le temps contrairement à la haie morte (constituée de tiges, de branches et de feuilles, de boutures associées aux barbelés), qui nécessite en permanence des opérations de réhabilitation et elle est facilement franchissable par les troupeaux de bœuf en divagation.
- 22 Deux facteurs sont à la base du développement du bariolage des parcelles : la destruction des cultures par divagation des troupeaux de bœufs et les conflits fonciers sur les limites des parcelles. L'introduction de la culture attelée correspond au développement de l'élevage dans le nord de la Côte d'Ivoire. Pour éviter l'apparition de conflits entre agriculteurs et éleveurs, des couloirs de transhumance sont définis. Mais avec la croissance démographique et la rareté des terres cultivables, ces couloirs font l'objet de colonisation agricole. En l'absence de pistes de parcours et en raison du manque de vigilance des éleveurs peulh, les troupeaux détruisent les cultures annuelles et consomment les noix de cajou et les mangues (illustration 2). L'érection des haies vives autour des parcelles de culture permet d'éviter les conflits agriculteurs - éleveurs et de protéger la production des paysans.

Illustration 2- Divagation des bœufs dans un champ d'anacarde à Tioniaradougou

La photo présente des bœufs sur une parcelle d'anacardiers délimitée par des barbelés. Ils consomment la noix de cajou des paysans. Cette situation constitue une source de conflit entre l'agriculteur et l'éleveur.

Source : Hamed Tiécoura Coulibaly, mars 2017.

- 23 Contrairement au sud ivoirien où les conflits fonciers émanent des antagonismes agriculteurs – agriculteurs (CSAO, 2007), dans le nord ivoirien les heurts agriculteurs – éleveurs sont les plus récurrent (Diallo, 1995 ; Kohlhagen, 2002 ; Le Guen T., 2004). Nés des politiques publiques de développement de l'élevage et de la diffusion de la culture attelée, ils renforcent l'hostilité des autorités coutumière et des chefs de terre à accepter la cohabitation entre le droit foncier moderne de 1998 et la gouvernance foncière coutumière. L'une des stratégies de prévention des conflits préconisée est l'élaboration de barrière physique autour des champs.
- 24 Outre la résolution des conflits agriculteurs – éleveurs, le bariolage des exploitations agricoles est utilisé comme un moyen de matérialisation des limites de la propriété foncière. Certes, cette mesure transitoire de prévention des conflits agriculteurs - éleveurs a un effet positif, mais le principe de matérialisation des limites des champs par des barrières physiques est contradictoire au finage sénoufo. En effet, dans la gouvernance foncière coutumière, il est presque interdit de mettre des limites physiques entre deux champs voisins, en vertu de considérations mystiques (Coulibaly, 1984). Souvent ce sont des touffes d'herbes, une simple bande de terre, ou des branches qui permettent de délimiter les parcelles, mais rarement des clôtures (Kohlhagen, 2002). Le problème de démarcation se pose entre les membres d'un même lignage sur les limites des parcelles voisines. Pour éviter la survenue d'éventuels conflits entre agriculteurs, l'anacardier est alors utilisé comme un outil de délimitation des parcelles. Le bariolage à travers l'expansion des haies vives d'anacardiens renforce donc la légitimité des paysans sur les terres exploitées (illustration 3).

Illustration 3 - Une haie vive d'anacardiens à Tiononiaradougou

Source : Hamed Tiécoura Coulibaly, mars 2017.

- 25 La photo de l'illustration 3 présente une haie d'anacardiens. Utilisée comme moyen de protection de la production contre les dégâts de cultures, elle se généralise autour des parcelles de production de la mangue et de l'anacarde. Le foisonnement de cette pratique dans le terroir donne naissance au développement d'un paysage d'enclos qui s'apparente aux paysages bocagers d'Europe.

- 26 Ces résultats sont similaires à ceux obtenus par Le Guen (2004), Levasseur *et al.* (2007), Kockmann S. (2014) et Coulibaly (2017). Leurs études montrent que le bocage foncier est prioritairement une réponse paysanne à la divagation des troupeaux sur les parcelles. Dans la sous-préfecture de Karakoro, localisée à l'est de Tioroniaradougou, le développement de l'arboriculture s'appuie sur l'apparition de champs enclos (Kockmann, 2014). La présence des haies vives d'anacardiers est un palliatif aux risques de consommation du cajou par les troupeaux. D'autre part, la combinaison des barbelés aux haies vives dans cette zone participe à la réduction des intrusions humaines sur les parcelles pour des prélèvements illégaux des amandes (Coulibaly, 2017). En plus d'être un instrument de prévention des conflits agriculteurs – éleveurs, la présence des haies vives est considérée comme un signe de parcellisation des terroirs et la source de conflit entre les paysans qui exploitent des champs voisins dans la région de Ségou au Mali (Levasseur *et al.*, 2007). Au Burkina Faso, les études de Audouin et Gonin (2014), présentent la haie vive d'anacardiers comme un marqueur du droit d'aliénation des producteurs, qui prive les autres individus du simple droit d'accès.
- 27 Ailleurs, dans les régions du plateau central et la zone ouest du Burkina Faso, l'adoption de la haie vive par les producteurs est prioritairement destinée à la lutte contre la désertification (Ouédraogo *et al.*, 2007). Bien que relégué au second plan, l'objectif de protection des cultures contre la divagation des animaux constitue une motivation paysanne pour l'adoption du bocage foncier dans le paysage agraire.
- 28 La technique du bariolage se diffuse avec le développement de l'arboriculture dans les pays soudanais. Si la lutte contre les dégâts des animaux et les prélèvements illégaux de la production constituent des motifs de son intégration dans le paysage agraire de Tioroniaradougou, la haie vive représente aussi une technique de lutte contre l'érosion, une source d'économie complémentaire liée à la commercialisation du fruit de l'arbre et un instrument de matérialisation du droit aliénation sur la ressource foncière.

Conclusion

- 29 Le développement agricole à Tioroniaradougou s'accompagne d'une transformation importante des modes de gouvernance foncière. La gouvernance foncière coutumière est fondée sur le collectivisme agraire et l'exclusion de toute affirmation du droit de propriété sur le foncier considéré comme un bien commun. Avec l'expansion des cultures pérennes garantie de revenus certains et réguliers, les paysans établissent des stratégies d'affirmation de leur droit de propriété foncière là où la gouvernance foncière coutumière n'octroie qu'un droit d'usage temporaire. Ainsi, par le biais des successions matrilineaires reconnues par la coutume et l'imposition des successions patrilinéaires renforcées par la législation moderne étatique et le développement de l'islam dans le terroir, la tendance à l'individualisme agraire est de plus en plus exprimée par les planteurs autochtones. Cette stratégie d'accaparement foncier est une réponse à la pression démographique et à la saturation foncière due à l'absence de terre vacante en vue de sécuriser l'exploitation. Ce moyen individuel et opportuniste de sécurisation foncière sonne le glas de la gouvernance foncière coutumière et conduit à terme au morcellement définitif du parcellaire agricole et à son appropriation.

BIBLIOGRAPHY

- Audouin S., Gonin A., 2014. L'anacarde : produit de la globalisation, moteur de la territorialisation, l'exemple du Sud du Burkina Faso. *EchoGéo* [En ligne], 29 | 2014, mis en ligne le 15 septembre 2014. <http://journals.openedition.org/echogeo/13926> ; DOI : 10.4000/echogeo.13926
- Bassett T., 2002. *Le coton des paysans. Une révolution agricole (Côte d'Ivoire 1880-1999)*. IRD Éditions, 285 p.
- Chauveau J.-P., Colin J.-P., Jacob J.-P., Delville P.-L., Le Meur P.-Y., 2006. *Modes d'accès à la terre, marchés fonciers, gouvernance et politiques foncière en Afrique de l'Ouest*. Iied – West Africa Claims, 96 p.
- Club du Sahel de l'Afrique de l'Ouest, 2007. *Foncier, transformation de l'agriculture et conflits en Afrique de l'Ouest : enjeux régionaux soulevés par les cas de la Sierra Leone, du Liberia et de la Côte d'Ivoire*. Revue historique, 68 p.
- Coulibaly A., 2006. Gestion des conflits fonciers dans le nord ivoirien, Droits, autorités et procédures de règlement des conflits. *Colloque international "Les frontières de la question foncière – At the frontier of land issues"*, Montpellier, 19 p.
- Coulibaly S., 1984. Le régime foncier d'hier à aujourd'hui en pays sénoufo. *Annales de l'université d'Abidjan*, série G, tome XIII géographie, p. 52-101.
- Coulibaly T. H., 2017. *Projets de développement agricole et mutations du paysage agraire en pays Kiembara (Nord de la Côte d'Ivoire)*, Thèse de Doctorat unique, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan – Cocody (Côte d'Ivoire), 288 p.
- Diallo Y., 1995. Les Peuls, les Sénoufo et l'État au nord de la Côte d'Ivoire. Problèmes fonciers et gestion du pastoralisme. *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 10 | 1995, mis en ligne le 17 juillet 2007. <http://journals.openedition.org/apad/1131>
- Fok M., 2006. Ajustements nationaux de mécanismes prix face aux fluctuations du prix mondial : les leçons du coton en Afrique Zone Franc. In Boussard J.-M., Delorme H., (éd), *La régulation des marchés agricoles internationaux : un enjeu décisif pour le développement*. L'harmattan, p. 91-112.
- Kambire B., 2012, La région de Bouna à l'épreuve de sa démarginalisation 50 ans durant. In Koffi-Bipko Y.-C. (dir.), *Côte d'Ivoire, 50 ans d'indépendance : permanence, mutation et/ou évolution des territoires*. L'harmattan, p. 221- 248.
- Kockmann S., 2014. *Mise en place d'une filière biologique de noix de cajou dans le Nord de la Côte d'Ivoire*. Mémoire de fin d'étude, ISARA Lyon, Rongead, 98 p.
- Kohlhagen D., 2002. *Gestion foncière et conflits entre agriculteurs et éleveurs, autochtones et étrangers dans la région de Korhogo (Côte d'Ivoire)*. Rapport de mission dans le cadre du projet de recherche « Loi et Coutume » (APREFA – LAJP – CIRAD), 31 p.
- Koffi-Didia A. M., Coulibaly T. H., 2016. Analyse de la dynamique de l'occupation du sol dans le terroir Kiembara de 1986 à 2015 (Nord de la Côte d'Ivoire). *Regardsuds*, n° 1, 12 p, http://regardsuds.org/vision.php?id_article=13.
- Konan K. H., Diomandé G., Kra K. J., 2016. Culture de l'anacarde et nouveau jeu des acteurs du conflit agriculteurs-éleveurs dans la Sous-préfecture de Sohoun au Nord de la Côte D'Ivoire. *Journal Of Humanities And Social Science (IOSR-JHSS)*, Volume 21, Issue 11, Ver. 5, p. 24-32.

Le Guen T., 2004. Le développement agricole et pastoral du Nord de la Côte-d'Ivoire : problèmes de coexistence. *Les Cahiers d'Outre-Mer* [226-227 |, Avril-Septembre 2004, mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 03 mars 2015. <http://com.revues.org/563> ; DOI : 10.4000/com. 563

Levasseur V., Olivier A., Franzel S., Niang A., 2007. L'utilisation de la haie vive améliorée dans le Cercle de Ségou, au Mali : facteurs d'adoption. *Actes du colloque régional « Nouer des liens entre la recherche en agroforesterie et le développement au Sahel »*, Bamako - Québec - 14-15 Février 2007, p. 90-108.

Poinsot Y., 2008. *Comment l'agriculture fabrique ses paysages Un regard géographique sur l'évolution des campagnes d'Europe, des Andes et d'Afrique noire*. Éditions Karthala, Paris, 250 p.

Ouédraogo S., Millogo M.C.S., 2007, Système coutumier de tenure des terres et lutte contre la désertification en milieu rural au Burkina Faso. *Natures Sciences Sociétés*, 2007/2 Vol. 15, p. 127-139.

Séry Z.H., 2005. *Évaluation de l'impact du coton sur le développement rural. Cas de la région de Korhogo au Nord de la Côte d'Ivoire*. Thèse de doctorat, Gembloux, Faculté universitaire des Sciences agronomiques, 243 p.

Sokemawu K., 2015. Développement de la filière anacarde dans la préfecture de Tchamba au Togo : vers une nouvelle stratégie paysanne de diversification des revenus agricoles. *Revue de Géographie de l'Université de Ouagadougou*, n° 4, vol. 2, p. 21-42.

Somé L. F. M. C. 2014. *Analyse socio-économique des systèmes de production d'anacarde au Burkina Faso : cas des régions des Cascades et des Hauts-Bassins*. Mémoire de fin de cycle ingénieur - Institut de Développement Rural, 65 p.

Stessens J., 2002. *Analyse technique et économique des systèmes de production agricole au nord de la Côte d'Ivoire*. Thèse de doctorat - Katholieke Universiteit Leuven (Belgique), 301 p.

ABSTRACTS

The Tioroniaradougou zone, like other Ivorian regions, is facing an evolution of traditional land governance. Although these transformations seem difficult to reconcile with customary requirements, they tend to become permanent because of agricultural development combined with demographic pressure. This study aims to understand the impact of agricultural development on the evolution of land governance strategies in Tioroniaradougou. The approach adopted is based on bibliographic research and fieldwork. The results show that the agricultural development of the soil is linked to the growth of cash crops such as cotton, cashew nuts and mangoes. With the diffusion of these crops, guaranteeing sure and regular income, farmers establish strategies of affirmation of their right of property ownership where customary land governance grants only a right of temporary use. The establishment of farmland by peasants is also a strategy to assert the rights of alienation on limited land resources.

La zone de Tioroniaradougou, à l'image des autres régions ivoiriennes, est confrontée à une évolution de la gouvernance foncière traditionnelle. Bien que ces transformations paraissent difficilement conciliables avec les exigences coutumières, elles tendent à se pérenniser sous l'effet du développement agricole conjugué à la pression démographique. La présente étude vise à connaître l'impact du développement agricole sur l'évolution des stratégies de gouvernance foncière à Tioroniaradougou. La démarche adoptée s'appuie sur la recherche bibliographique et l'enquête de terrain. Les résultats obtenus montrent que le développement agricole du terroir est lié à l'essor des cultures de rentes telles que le coton, l'anacarde et la mangue. Avec la diffusion

de ces cultures, garantie de revenus certains et réguliers, les paysans établissent des stratégies d'affirmation de leur droit de propriété foncière là où la gouvernance foncière coutumière n'octroie qu'un droit d'usage temporaire. L'instauration du bocage foncier par les paysans constitue également une stratégie d'affirmation des droits d'aliénation sur des ressources foncières limitées.

INDEX

Keywords: Tioroniadougou, arboriculture, coton, agricultural development, land governance

Mots-clés: Tioroniadougou, arboriculture, coton, développement agricole, gouvernance foncière

Subjects: Sur le Champ - Sur le Terrain

AUTHORS

JÉRÔME ALOKO-N'GUESSAN

Jérôme Aloko-N'guessan, alokojerome@yahoo.fr, est Directeur de recherches, Institut de Géographie Tropicale / Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire).

MARTHE ADJOBA KOFFI-DIDIA

Marthe Adjoba Koffi-Didia, koffiamarthe@yahoo.fr, est Maître de Conférences, Institut de Géographie Tropicale / Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire).

Elle a publié récemment :

- Koffi-Didia A. M., 2016. La culture de l'hévéa dans le sud de la Côte d'Ivoire: du bonheur au désenchantement des petits planteurs. *RILASH*, Abidjan, ENS, n° 30, p. 120-132.
- Koffi-Didia A. M., Yapi-Diahou A. (Eds.), 2016. *Périphéries Abidjanaises en mouvement*. Yaoundé, IRESMA Editions, 158 p.
- Koffi-Didia A. M., Konan A. J.-M., Golly A. R. N., 2016. Une agriculture en sursis dans l'agglomération abidjanaise. *Le Journal des Sciences Sociales*, n° spécial, GIDIS-IRD, p. 35-46.

HAMED TIÉCOURA COULIBALY

Hamed Tiécoura Coulibaly, coulibalyth@gmail.com, est Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo (Côte d'Ivoire). Il a publié récemment :

- Koffi-Didia A. M., Coulibaly T. H., 2016. Analyse de la dynamique de l'occupation du sol dans le terroir Kiembara de 1986 à 2015 (Nord de la Côte d'Ivoire), *RegardSud*, IGT, Abidjan, p. 1-12.
- Kassi-Djodjo I., Koffi-Didia A. M., Coulibaly T. H., 2016. Acteurs, espace et transport du sable dans la commune de Cocody. *Géotrope*, Abidjan, EDUCI, p. 141-152.